

Natalité : une tragédie européenne

Article rédigé par *Liberté politique*, le 19 septembre 2023

Si les images impressionnantes de Lampedusa ont connu une grande publicité ces derniers jours et que la question migratoire suscite des inquiétudes multiples, l'autre face du problème n'est que très peu évoquée : le déficit des naissances en France.

Le débat sur l'immigration a été relancé en ce mois de septembre avec l'arrivée de plus de 10 000 migrants sur l'île italienne de Lampedusa. Face au débarquement de ces clandestins, majoritairement des jeunes hommes, l'Europe et les pays du Vieux Continent sont divisés. L'Italie, dirigée par la nationaliste Giorgia Meloni, ne parvient pas à faire face quand les autres États jouent tous leur partition sachant que leurs opinions publiques ne sont pas très favorables à des régularisations massives. Dans les pays, les détracteurs de l'immigration et les défenseurs de ces régularisations se trouvent dos à dos. C'est l'habituel « débat » sur l'immigration dont on aurait ou non besoin. Derrière ce sujet qui revient systématiquement depuis près de cinq décennies s'affiche un autre constat peu envisagé : le déclin de la natalité.

Société de confort et d'individualisme

Derrière le recul de la natalité se trouvent des ingrédients de la modernité au premier rang desquels l'individualisme. La société de confort dans laquelle nous vivons exalte la réussite personnelle et un mode de vie tourné vers la consommation et le plaisir. Le don de soi est rangé au niveau d'une « valeur » qui se partagerait dans une entreprise ou au profit de problèmes lointains mais pas une chose concrète qui se vit pour les siens ou son prochain « direct ».

Au premier semestre 2023, 314 400 bébés sont nés, soit 24 000 de moins qu'en 2022 sur la même période. Les chiffres de l'Insee sont d'ailleurs presque toujours en baisse continue depuis 2014.

Incurie étatique : l'héritage Hollande

François Hollande aura largement apporté sa pierre à l'édifice antifamilial. Outre son « Mariage pour Tous », il aura abaissé le plafond du quotient familial à deux reprises. En 2013, celui-ci est passé de 2 334 à 2 000 euros et en 2014, de 2 000 à 1 500 euros. Près de deux millions et demi de familles ont été touchées. En pénalisant certaines familles nombreuses, celles de la classe moyenne essentiellement, le président socialiste a favorisé le recul de la natalité. Celui qui touche aujourd'hui entre 11 000 et 12 000 euros de retraite mensuelle n'a pas vu son successeur, peu porté sur la question des familles, remettre en question l'abaissement du quotient familial.

Si la baisse de la natalité puise ses racines dans un déclin généralisé de l'Occident européen et l'exacerbation de l'individualisme, des mesures politiques concrètes à destination des familles sont possibles et les candidats Pécresse, Le Pen et Zemmour avaient tous fait des propositions en ce sens en 2022. Au-delà des inquiétudes économiques et identitaires légitimes, la question de l'immigration doit être envisagée à travers le prisme de la natalité et donc de la vitalité de la nation et du Continent. En renonçant à transmettre et en s'opposant à une politique d'accueil de la vie, nous rendons inéluctable la disparition de ce que nous sommes. Si nous ne parvenons pas à inverser la tendance, alors nous méritons probablement de disparaître.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique